



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHS Novillars

Besançon, le 6 décembre 2022

Bloquer le train des bas salaires et des attaques de Macron

Avec 60 % de TGV et Intercités annulés ce week-end, le ras-le-bol des cheminots a éclaté parmi les contrôleurs. Ils ne sont pas les seuls : dans les transports parisiens ce sont les ouvriers des ateliers du métro qui font grève pour les salaires. À Sanofi, les seize sites de production en France sont en grève reconductible pour 500 euros d'augmentation. Sans compter de plus petites entreprises où les grèves se multiplient.

Mauvaise surprise pour le patronat, bonne nouvelle pour nous

« C'est une grève qu'on n'a pas vue arriver, ni nous ni les syndicats », pleurait le PDG de la SNCF, Jean-Pierre Farandou. Comme s'il n'avait pas vu l'aggravation des conditions de travail, le manque de personnel et les bas salaires. Tout ce dont ils sont responsables, lui et ses semblables, PDG et actionnaires, et qui finit par leur retomber sur le nez, quand on se met à riposter. Sans attendre la moindre consigne. Sans rien attendre de leur « dialogue social » où ils ne proposent au plus que des broutilles quand les prix flambent.

Sans parler de ces futurs « délestages » d'électricité promis pour l'hiver : on vous préviendra de l'heure (encore heureux) des écoles fermées, des gosses à garder à la maison sans lumière, de la valse de vos horaires de travail. À cause de l'incurie de services publics qui ne cessent de se dégrader.

Face à l'inflation, face aux nombreuses attaques du gouvernement et du patronat, les grèves de ces jours-ci montrent la voie !

Travailler plus jusqu'à plus d'âge, non merci !

Macron relance ses attaques, à commencer par le report de l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Il prétend que les déficits « à venir » (alors que les caisses ont encore des réserves) imposeraient cette réforme. Sauf que le Conseil d'orientation des retraites (COR) lui-même, service de l'État, anticipe précisément une réduction progressive desdits déficits avec la situation actuelle.

Le vrai but de la réforme est de nous faire travailler plus longtemps et surtout, pour celles et ceux qui ne pourront pas – et ils sont nombreux ! – de réduire les pensions. Les retraites, c'est aussi 330 milliards d'euros gérés par la Sécurité sociale : de quoi attirer les appétits des fonds de pension, dont Macron s'est fait le porte-voix, et des banquiers qui escomptent voir les salariés qui en ont les moyens se tourner vers eux

pour financer leurs futures retraites.

Les précédentes réformes se sont traduites par une hausse considérable du chômage, tout particulièrement pour les ouvriers et employés entre 60 et 64 ans. Et parmi le 5 % de travailleurs les plus pauvres, un quart décède avant d'atteindre 62 ans.

Guerre au chômage ou aux chômeurs ?

Pour l'assurance chômage, la nouvelle idée du gouvernement est de rendre les indemnités variables en fonction du taux de chômage. Il a déjà annoncé qu'elles seront revues à la baisse pour 2023, alors que tout laisse prévoir une hausse du chômage, entre l'inflation et la crise énergétique. Mais il faut forcer les chômeurs à accepter n'importe quel boulot, même les plus mal payés.

En 2019, Élisabeth Borne, alors ministre du Travail, avait déjà durci les conditions d'indemnisation en changeant le mode de calcul. Nombre de saisonniers et de salariés de l'hôtellerie-restauration, grands perdants de la réforme, se sont alors reconvertis. Mais puisque les patrons ne trouvent plus personne, il faudrait forcer la main aux chômeurs. Augmenter les salaires ? Diminuer la pénibilité et le temps de travail ? Ça, seules nos luttes pourront l'imposer !

C'est toujours cette même guerre de classe contre les travailleurs et les classes populaires, pendant que sous prétexte de « plans de relance », l'État file un « pognon de dingue » aux grandes entreprises du CAC40. Quant aux services publics les plus essentiels, transports, hôpitaux, écoles, le gouvernement les laisse se dégrader, voire les détruit consciencieusement.

À nous de renverser la table en imposant la hausse générale des salaires, en allant fourrer nous-mêmes notre nez dans les livres de comptes des patrons, pour voir où vont l'argent des aides publiques et les bénéfices qu'ils font sur notre dos.

Ras-le-bol

Le manque d'effectif et les conditions de travail dégradées nous épuisent. Les fêtes arrivent et il est de plus en plus difficile de poser des congés pour pouvoir enfin souffler et profiter de moments agréables. L'encadrement nous explique que si l'on travaille le 24 mais pas le 25, il estime que nous avons notre quota de congés. Une situation qui devient intenable.

Un mois de janvier difficile

Étant donné la situation très tendue sur les effectifs, nous n'avons pas pu poser tous nos congés cette année. Le mois de janvier va être tendu, car tout le monde a des jours à poser. L'encadrement n'hésite pas à nous les supprimer ou à nous forcer d'ouvrir un compte épargne temps. Nous ce qu'on veut ce sont nos congés.

Une situation intenable !

Aux Cyprès, six départs ont eu lieu en quelques semaines. La charge de travail est de plus en plus importante, les accidents dus à la violence redoublent. Les protocoles administratifs sont étouffants et nous avons de plus en plus de mal à prendre du temps avec les malades. Alors les départs se multiplient et ni l'encadrement ni la direction ne semblent se poser la question du pourquoi.

La direction ne manque pas d'air

La direction fait mine de réfléchir : comment le CHN pourrait-il être plus attractif pour de nouveaux professionnels.le.s ? Les réunions se multiplient. L'hôpital a mis en place des allocations d'études, dix en tout mais dont une partie n'a pas trouvé preneur. Mais le pompon est qu'elle a lancé un appel sur l'hôpital pour nous demander d'écrire ce que nous pensons de notre métier, pourquoi nous sommes venus sur le CHN. Pas sûr que décrire notre travail aujourd'hui et les conditions dans lesquelles nous le pratiquons donne envie de postuler !

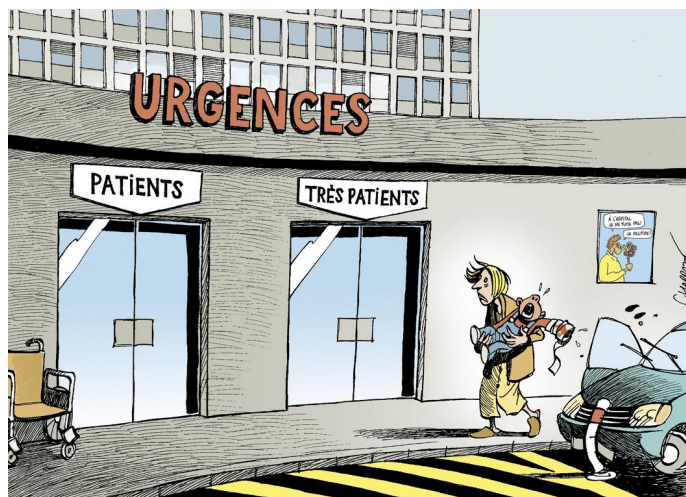
Les agents toujours malmenés

La réorganisation des activités thérapeutiques est dans les petits papiers de la direction. Ces activités sont indispensables pour les patient.e.s et leur permettent souvent d'échapper un peu à une psychiatrie qui devient de plus en plus un grand enfermement. Mais voilà, lors de la réunion avec l'équipe, la direction les a menacé de perdre leur

poste, car elle veut un turn-over comme dans les services sans vouloir admettre que nous sommes formés pour exercer ce travail et que tout le monde n'est pas interchangeable.

Peau de chagrin

Au Colombier, nous sommes d'habitude trois par jour : matin, soir et journée. Une collègue est partie en retraite en mai et n'a été remplacée qu'en septembre. Nous avons donc dû travailler à deux tout l'été. Oui mais voilà, deux arrêts maladie sont tombés et l'encadrement n'a pas été très réactif. Si bien que de deux, nous sommes passés à un, ou une, de journée. Une collègue a dû travailler de 9 h à 21 h seule et deux autres de 7 h à 17 h seules. Une situation inadmissible et insécurisante, mais qui n'interpelle pas la direction.



Borne retire ton masque, on t'a reconnue !

Le secrétaire national du Parti communiste français n'est pas choqué par la volonté gouvernementale de repousser l'âge de départ en retraite à 65 ans.

Plutôt que d'appeler à la mobilisation générale contre cette attaque frontale du patronat et du gouvernement, Fabien Roussel propose un référendum pour que la campagne soit l'occasion d'en discuter dans les entreprises !

Il estime que : « Mieux vaut ça plutôt qu'un blocage du pays avec manifs, grèves et compagnies » et il invite « les chefs d'entreprise à créer des espaces de discussion pour ça. Nous sommes leur meilleur allié ».

Avec des amis des salarié.e.s comme Roussel, pas besoin d'ennemis !

Pour prendre contact : NPA – 2 rue du Porteau – 25000 Besançon ou cbnpa25@gmail.com
www.npa2009.org – www.npafranche.comte.org